

Éducation. Pour dénoncer la précarité de leur profession et être titularisés

Les « pions » manifestent aujourd'hui

ILS ÉTAIENT déjà descendus dans la rue le 1^{er} décembre pour dénoncer la précarité de leur profession et le manque de reconnaissance. Les assistants d'éducation (AD ou AED) manifestent à nouveau aujourd'hui. Ce mardi 19 janvier, il est ainsi donné rendez-vous à 14 heures à Cherbourg-en-Cotentin, place de la République, sur les marches de la mairie déléguée, comme la première fois, avec toujours les mêmes revendications.

« Les invisibles de l'Éducation »

« Assistants d'éducation, les anciens *pions* pour parler vulgairement, nous réclamons un statut, nous réclamons à être titularisés », rappelle Anne Olivier-Martin, pour le collectif AED Cherbourg-en-Cotentin qui s'est constitué pour la première manifestation.

Ils sont une cinquantaine à avoir rallié le mouvement, pour une centaine en fonction dans les collèges et lycées du Cotentin. Résolus à « se montrer », eux qui se sentent « les invisibles de l'Éducation nationale ».

Pourtants ils assurent plus d'une mission. « Nous ne faisons pas que de la surveillance. On fait aussi du soutien, de l'animation, on accompagne les élèves en difficulté, les décrocheurs..., énumère Anne Olivier-Martin. On travaille pour et dans l'Éducation nationale, mais sans aucune reconnaissance. »

Les assistants d'éducation enchaînent les contrats sur un an renouvelables. « Ça peut ainsi durer six ans, et du jour au lendemain, on se retrouve au chômage sans possibilité de validation de nos compétences ! »

Ils veulent aussi la prime Covid

Au-delà de leur statut, les grévistes veulent aussi obtenir la prime Covid : « On est en première ligne, c'est nous qui surveillons le self, là où les élèves enlèvent leur masque. Toute la journée, nous sommes en relation avec eux, sans matériel adéquat, si ce n'est quatre masques qu'on nous a attribués au début... »

Les assistants d'éducation aimeraient aussi pouvoir bénéficier de la prime REP ou REP +, dans les établissements reconnus au sein du réseau d'éducation prioritaire (REP).



Lors du rassemblement à Cherbourg le 1er décembre, ils étaient une quarantaine à manifester.